

**PORTANT MODIFICATION DES EMPLACEMENTS
DE STATIONNEMENT RÉSERVÉS AUX PERSONNES A MOBILITÉ RÉDUITE**

LE MAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, L.325-1 à L.325-3 et R.417-11 ;
Vu le Code de l'Action Sociale des Familles et notamment l'article R.241-20 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal n°AP-2024-0003 du 13 février 2024 réglementant le stationnement des véhicules sur les emplacements réservés aux personnes handicapées ;
Considérant que la place de stationnement réservée aux personnes à mobilité réduite initialement prévue au droit du numéro 34 de l'avenue du Général de Gaulle dans le cadre de l'aménagement de l'entrée Est n'est pas créée ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de modifier les dispositions de l'arrêté municipal n°AP-2024-0003 du 13 février 2024 ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1^{er} – Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté municipal n°AP-2024-0003 du 13 février 2024 relatives à l'emplacement situé au droit du n° 34 de l'avenue du Général de Gaulle sont abrogées.

ARTICLE 2 – Le nombre d'emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées est modifié en conséquence et porté à 632.

ARTICLE 3 – L'arrêt et le stationnement des véhicules sont considérés comme très gênant sur les emplacements définis à l'article 1^{er} de l'arrêté municipal n°AP-2024-0003 du 13 février 2024.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – Tout véhicule en stationnement très gênant est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 6 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 7 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 03/07/2024

Fait à Pau, le 01 juillet 2024